

Thème : Vie scolaire**Exposé du cas**

À la fin d’un de vos cours, vous entendez des cris au fond de la classe. Deux élèves s’interpellent violemment et s’insultent. Ils en viennent aux mains. L’un d’eux frappe l’autre au visage et lui casse ses lunettes.

Question

Quelles dispositions prenez-vous dans l’immédiat, à court et à moyen terme ?

Documentation fournie avec le sujet

Extrait de la circulaire n°2011-111 du 1-8-2011-BOEN spécial n°6 du 25 août 2011

Organisation des procédures disciplinaires dans les collèges, les lycées et les établissements régionaux d’enseignement adapté, mesures de prévention et alternatives aux sanctions.[...]

A-définitions**1 - Les punitions scolaires**

Les punitions scolaires concernent essentiellement les manquements mineurs aux obligations des élèves et les perturbations dans la vie de la classe ou de l’établissement. Elles sont prises en considération du comportement de l’élève indépendamment des résultats scolaires. Elles constituent de simples mesures d’ordre intérieur, qui, peuvent être infligées par les enseignants ou d’autres personnels de l’établissement. À ce titre et à la différence des sanctions, elles ne sont pas susceptibles de recours devant le juge administratif. Les punitions ne sont pas mentionnées dans le dossier administratif des élèves concernés mais les parents doivent en être tenus informés. Les punitions doivent s’inscrire dans une démarche éducative partagée par l’ensemble des équipes et de la communauté éducative. Il appartient au chef d’établissement de soumettre au conseil d’administration les principes directeurs qui devront présider au choix des punitions applicables. Ces principes seront énoncés dans le règlement intérieur, dans un souci de cohérence et de transparence. Ils constitueront un cadre de référence obligatoire.

2 - Les sanctions disciplinaires

Les sanctions disciplinaires concernent les manquements graves ou répétés aux obligations des élèves et notamment les atteintes aux personnes et aux biens. Les sanctions sont fixées de manière limitative à l’article R.511-13 du code de l’Éducation. Elles sont inscrites au dossier administratif de l’élève. Les sanctions peuvent être assorties d’un sursis total ou partiel. Il s’agit néanmoins de sanctions à part entière. Il peut en effet s’avérer préférable, dans un souci pédagogique et éducatif, de ne pas rendre la sanction immédiatement exécutoire tout en signifiant clairement à l’élève qu’une nouvelle atteinte au règlement intérieur l’expose au risque de la mise en oeuvre de la sanction prononcée avec sursis. La sanction prononcée avec sursis figure à ce titre dans le dossier administratif de l’élève. Toutefois, dans une telle hypothèse, la sanction est prononcée, mais elle n’est pas mise à exécution ou, en cas de sursis partiel, dans la limite de la durée fixée par le chef d’établissement ou le conseil de discipline. Lorsqu’il prononce une sanction avec sursis, le chef d’établissement ou le conseil de discipline informe l’élève que le prononcé d’une seconde sanction, pendant un délai à déterminer lors du prononcé de cette sanction, l’expose automatiquement à la levée du sursis et à la mise en oeuvre de la sanction initiale, sauf décision de l’autorité disciplinaire qui prononce la seconde sanction. Même si, dans ce dernier cas, la sanction initiale n’est pas mise en oeuvre, elle ne se confond pas avec la sanction prononcée pour la seconde infraction au règlement intérieur.